

aspect légal et juridique le problème est extrêmement complexe, mais depuis les annonces qui ont été faites, la question est étudiée en priorité.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Comme les seuls secteurs épargnés par l'augmentation sont ceux où le programme d'assurance-automobile du gouvernement est en vigueur ou le sera peut-être sous peu, le ministre a-t-il songé à la possibilité d'instaurer un programme national d'assurance-automobile, sous l'égide du gouvernement, pour que les automobilistes puissent recevoir une certaine protection à peu de frais?

L'hon. M. Basford: Le député sait fort bien que l'assurance-automobile, le genre d'assurance dont il parle, relève des provinces.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ENDOSSEMENT DES CRÉANCES DE CANAIRELIEF

[Français]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

On sait que le gouvernement canadien a mis à la disposition de Canairelif certaines sommes d'argent en vue de venir en aide aux réfugiés du Biafra. Étant donné la décision prise récemment de dissoudre cet organisme sous peu, le gouvernement entend-il assurer à cette association de secours l'endossement de toutes créances justifiées?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous ne sommes pas à considérer cette suggestion actuellement.

LA CONSOMMATION

LA FÉDÉRATION ONTARIENNE DE L'AGRICULTURE ET L'ACHAT DE TRACTEURS ANGLAIS

[Traduction]

M. W. M. Howe (Wellington-Grey): Ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations, monsieur l'Orateur; j'espère qu'il collaborera avec nos agriculteurs. Étant donné l'apparente différence entre les prix faits par les sociétés de machines agricoles aux agriculteurs britanniques et aux agriculteurs canadiens, comme l'indique le rapport de la Commission Barber sur les prix des tracteurs au Canada, puis-je demander ceci: Le ministre a-t-il communiqué avec le tribunal des pratiques restrictives en Angleterre pour savoir pourquoi la Fédération ontarienne de l'agriculture ne peut acheter de tracteurs directement des distributeurs ou des

fabricants de tracteurs en Angleterre aux prix inférieurs qui ont cours là-bas? Si je pose cette question, c'est que d'après le rapport de la Commission Barber, les distributeurs de matériel agricole en Angleterre ont été menacés de perdre leur concession s'ils vendent des tracteurs aux cultivateurs canadiens.

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Comme le ministre de l'Agriculture l'a dit clairement vendredi, des hauts fonctionnaires du gouvernement se sont déjà entretenus de la question à Washington et à Londres. On comptait parmi ces hauts fonctionnaires des représentants de mon ministère et des organismes anglais et américains qui luttent contre les cartels.

DEMANDE DE RENVOI À LA COMMISSION DES HAUSSES DE PRIX POUR CERTAINES MACHINES AGRICOLES

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire à poser au ministre de la Consommation et des Corporations. Comme on exploite manifestement les cultivateurs en ce qui concerne le prix des machines agricoles, le ministre chargera-t-il la Commission des prix et des revenus d'enquêter à fond sur la hausse de prix annoncée à l'automne?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, à mon avis, il vaudrait mieux procéder comme le gouvernement le fait actuellement. Nous étudions les recommandations du rapport Barber, et un comité interministériel du gouvernement étudie toutes les recommandations et les mesures que le gouvernement pourrait adopter pour y donner suite.

LA PEINE CAPITALE

ATTITUDE RELATIVE AU DÉNOMMÉ WILLIAM ROY ROSIK—POLITIQUE GÉNÉRALE

[Français]

L'hon. Martial Asselin (Charlevoix): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Justice.

A Windsor, un dénommé William Roy Rosik a été condamné à la peine capitale pour le meurtre d'un policier. Je voudrais savoir si le ministre a l'intention de soumettre son cas au cabinet, aux fins de faire commuer la peine de mort en emprisonnement à vie, comme le cabinet l'a toujours fait dans de tels cas, depuis plusieurs années, ou si le ministre laissera la justice suivre son cours?